

transférée en proportion de la superficie reprise destinée à la production laitière pour autant que le cessionnaire n'arrive pas à une quantité de référence totale correspondant à plus de 90 vaches laitières après le transfert.

§ 4. En cas d'expropriation pour cause d'utilité publique et si le producteur cesse la production laitière, la quantité de référence est ajoutée à la réserve nationale. S'il continue la production laitière, il conserve la quantité de référence lui accordée.

Art. 4. L'Office national du lait et de ses dérivés est chargé, en ce qui concerne les livraisons et les ventes directes, du calcul du prélèvement supplémentaire conformément à l'article 14 du Règlement (CEE) n° 1371/84, ainsi qu'il a été modifié.

Art. 5. L'agrément des laiteries, qui ne versent pas le prélèvement supplémentaire dû à l'Office national du lait et de ses dérivés dans les nonante jours après l'expiration de la période du 1er avril 1986 au 31 mars 1987, sera retirée en application de l'article 3, 1er alinéa, 8°, de l'arrêté royal du 21 octobre 1988 concernant l'agrément préalable des entreprises de transport, de préparation, de transformation ou de conditionnement des produits laitiers, ainsi qu'il a été modifié.

La laiterie à laquelle le producteur livre le 31 mars 1987 est tenue de verser le prélèvement supplémentaire dû.

Les laiteries communiquent à l'Office national du lait et de ses dérivés les quantités livrées par les producteurs qui au cours de la période du 1er avril 1986 au 31 mars 1987 ont cessé ou commencé leurs livraisons.

Si un producteur a cessé définitivement toutes livraisons à des laiteries à un moment où il avait dépassé sa quantité de référence le prélèvement supplémentaire est recouvré par l'Office national du lait et de ses dérivés.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1er avril 1986.

Bruxelles, le 21 janvier 1987.

P. DE KEERSMAEKER

#### MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 87 — 303

14 JANVIER 1987. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 19 mars 1981 réglementant la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et préparations dangereuses en vue de leur mise sur le marché ou de leur emploi.

BAUDOUIN, Roi des Belges.

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 67 de la Constitution;

Vu la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectantes et antiseptiques, notamment l'article 1<sup>er</sup> modifié par les lois des 11 mars 1958 et 1<sup>er</sup> juillet 1976;

Vu la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce;

Vu la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits;

Vu la directive 67/548/CEE du 27 juin 1967 du Conseil des Communautés européennes concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses, modifiée par les directives 69/81/CEE du 13 mars 1969, 70/189/CEE du 6 mars 1970, 71/144/CEE du 22 mars 1971, 73/146/CEE du 21 mai 1973, 75/409/CEE du 24 juin 1975, 79/831/CEE du 18 septembre 1979 et adaptée au progrès technique par les directives 76/907/CEE du 14 juillet 1976, 79/370/CEE du 30 janvier 1979, 81/957/CEE du 23 octobre 1981, 82/232/CEE du 25 mars 1982, 83/467/CEE du 29 juillet 1983 et 84/449/CEE du 25 avril 1984;

Vu la directive 73/173/CEE du 4 juin 1973 du Conseil des Communautés européennes concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats-membres

de la directive 73/173/CEE du 4 juin 1973 du Conseil des Communautés européennes concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats-membres

de la directive 73/173/CEE du 4 juin 1973 du Conseil des Communautés européennes concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats-membres

de la directive 73/173/CEE du 4 juin 1973 du Conseil des Communautés européennes concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats-membres

de la directive 73/173/CEE du 4 juin 1973 du Conseil des Communautés européennes concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats-membres

de la directive 73/173/CEE du 4 juin 1973 du Conseil des Communautés européennes concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats-membres

de la directive 73/173/CEE du 4 juin 1973 du Conseil des Communautés européennes concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats-membres

de la directive 73/173/CEE du 4 juin 1973 du Conseil des Communautés européennes concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats-membres

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1986.

Brussel, 21 januari 1987.

P. DE KEERSMAEKER

#### MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 87 — 303

14 JANUARI 1987. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 maart 1981 tot regeling van de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke stoffen en preparaten met het oog op het op de markt brengen of het gebruik ervan.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op artikel 67 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de gifstoffen, slaappiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica, meer bepaald op artikel 1 gewijzigd bij de wetten van 11 maart 1958 en 1 juli 1976;

Gelet op de wet van 14 juli 1971 betreffende de handelspraktijken;

Gelet op de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten;

Gelet op de richtlijn 67/548/EEG van 7 juni 1967 van de Raad van Europese Economische Gemeenschappen betreffende de aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke stoffen, gewijzigd bij de richtlijnen 69/81/EEG van 13 maart 1969, 70/189/EEG van 6 maart 1970, 71/144/EEG van 22 maart 1971, 73/146/EEG van 21 mei 1973, 75/409/EEG van 24 juni 1975, 79/831/EEG van 18 september 1979 en aangepast aan de technische vooruitgang door de richtlijnen 76/907/EEG van 14 juli 1976, 79/370/EEG van 30 januari 1979, 81/957/EEG van 23 oktober 1981, 82/232/EEG van 25 maart 1982, 83/467/EEG van 29 juli 1983 en 84/449/EEG van 25 april 1984;

Gelet op de richtlijn 73/173/EEG van 4 juni 1973 van de Raad van Europese Gemeenschappen betreffende de aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de Lid-Staten

relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des préparations dangereuses (solvants), modifiée par la directive 80/781/CEE du 22 juillet 1980 et adaptée au progrès technique par la directive 82/473/CEE du 10 juin 1982;

Vu la directive 76/769/CEE du 27 juillet 1976 du Conseil des Communautés européennes concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats-membres relatives à la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses, modifiée par les directives 79/683/CEE du 24 juillet 1979, 82/806/CEE du 22 novembre 1982, 82/828/CEE du 3 décembre 1982, 83/284/CEE du 16 mai 1983;

Vu la directive 77/728/CEE du 7 novembre 1977 du Conseil des Communautés européennes concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats-membres relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des peintures, vernis, encres d'imprimerie, colles et produits connexes, modifiée par la directive 83/265/CEE du 16 mai 1983 et adaptée au progrès technique par la directive 81/916/CEE du 5 octobre 1981;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence, dû au fait que la Belgique a été assignée le 26 juin 1986 devant la Cour de Justice des Communautés européennes, pour non-exécution desdites directives 81/916/CEE et 83/265/CEE;

Considérant qu'en vue de se conformer aux dispositions prévues par les directives européennes en cette matière il convient de modifier, sans retard, l'arrêté royal du 19 mars 1981, modifié par l'arrêté royal du 11 avril 1985, réglementant la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et préparations dangereuses en vue de leur mise sur le marché ou de leur emploi;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques, de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1 de l'arrêté royal du 19 mars 1981 réglementant la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et préparations dangereuses en vue de leur mise sur le marché ou de leur emploi, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté régit, dans l'intérêt de la santé publique et de la loyauté des transactions commerciales, la classification, l'emballage et l'étiquetage, en vue de leur mise sur le marché ou de leur emploi, de substances et préparations dangereuses visées au titre III, chapitre III, du Règlement général pour la Protection du Travail, tel que ce chapitre et ses annexes ont été modifiés par les arrêtés royaux du 29 mai 1978, du 9 avril 1980, du 13 février 1981, du 6 septembre 1983 et du 27 février 1986. »

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Ministre des Affaires économiques, Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 janvier 1987.

**BAUDOIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,  
Ph. MAYSTADT

Le Ministre des Affaires sociales,  
J.L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,  
Mme M. SMET

inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke preparaten (oplosmiddelen), gewijzigd door de richtlijn 80/781/EEG van 22 juli 1980 en aangepast aan de technische vooruitgang door de richtlijn 82/473/EEG van 10 juni 1982;

Gelet op de richtlijn 76/769/EEG van 27 juli 1976 van de Raad van Europese Gemeenschappen betreffende de aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de Lid-Staten inzake de beperking van het op de markt brengen en van het gebruik van bepaalde gevaarlijke stoffen en preparaten, gewijzigd door de richtlijnen 79/683/EEG van 24 juli 1979, 82/806/EEG van 22 november 1982, 82/828/EEG van 3 december 1982, 83/284/EEG van 16 mei 1983;

Gelet op de richtlijn 77/728/EEG van 7 november 1977 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de Lid-Staten inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van verven, drukinkten, kleefstoffen en soortgelijke preparaten gewijzigd door de richtlijn 83/265/EEG van 16 mei 1983 en aangepast aan de technische vooruitgang door de richtlijn 81/916/EEG van 5 oktober 1981;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, die voortvloeit uit het feit, dat België op 26 juni 1986 gedagvaard werd voor het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen, wegens niet-uitvoering van genoemde richtlijnen 81/916/EEG en 83/265/EEG;

Overwegende dat om een aanpassing aan de bepalingen van de Europese richtlijnen op dit stuk door te voeren het nodig is zonder verwijl het koninklijk besluit van 19 maart 1981, gewijzigd bij Koninklijk Besluit van 11 april 1985, tot regeling van de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke stoffen en preparaten met het oog op het op de markt brengen of het gebruik ervan te wijzigen;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken, Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 19 maart 1981 tot regeling van de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke stoffen en preparaten met het oog op het op de markt brengen of het gebruik ervan, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. Dit besluit regelt in het belang van de volksgezondheid en de eerlijkheid van de handelsverrichtingen de indeling, de verpakking en het kenmerken met het oog op het op de markt brengen of het gebruik van gevaarlijke stoffen en preparaten bedoeld bij titel III, hoofdstuk III, van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, zoals dit hoofdstuk en de bijlagen ervan werden gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 mei 1978, 9 april 1980, 13 februari 1981, van 6 september 1983 en van 27 februari 1986. »

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 3.** Onze Minister van Economische Zaken, Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 januari 1987.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister Van Economische Zaken,  
Ph. MAYSTADT

De Minister van Sociale Zaken,  
J.L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,  
Mevr. M. SMET